

Le Planning familial alerte : l'éducation complète à la sexualité au cœur d'une offensive coordonnée en Europe

Un an après la publication du tout premier programme scolaire dédié à l'EVARS (Éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle), le Planning familial publie un rapport inédit: "L'offensive contre l'éducation complète à la sexualité - Cartographie des acteurs et analyse des stratégies d'opposition en Europe".

Fondé sur une **analyse comparative menée dans six pays** - Allemagne, Espagne, France, Hongrie, Italie et Suède - ce rapport met en lumière l'ampleur de la structuration des attaques par les mouvements anti-choix contre l'éducation complète à la sexualité (ECS) à travers l'Europe et révèle une réalité préoccupante : malgré des cadres juridiques parfois ambitieux, l'application effective de l'ECS reste fragile, inégale et sous pression. Même dans les pays où l'ECS est obligatoire, comme en France, sa mise en œuvre demeure partielle en raison du sous-financement, du manque de formation des personnels éducatifs et des pressions croissantes exercées par des groupes d'opposition.

Depuis les années 2010, **l'ECS est devenue un champ de bataille politique d'une offensive plus large contre les droits sexuels et reproductifs** alors que l'ECS est reconnue par les agences des Nations unies et l'Union européenne comme un levier essentiel de promotion des droits humains, de l'égalité de genre et de la santé publique.

Notre analyse démontre que ces résistances s'inscrivent dans un mouvement « anti-genre » structuré, financé et transnational, dont **les stratégies sont bien rodées** :

- dénonciation de « l'idéologie du genre »,
- protection de la « famille traditionnelle » érigeant le modèle familial hétérosexuel et patriarcal en étendard idéologique,
- défense des « droits parentaux », en présentant l'ECS comme une menace pour l'enfance,
- campagnes de désinformation massive et lobbying auprès des institutions par voies juridiques.

Les effets sont concrets : autocensure d'établissements scolaires, modification de programmes, restriction législative, baisse de subventions, réduction des espaces démocratiques.

Sarah Durocher, présidente du Planning familial alerte "Face à un mouvement coordonné et influent, **une réponse structurée au niveau européen apparaît désormais indispensable.**"

Le Planning familial appelle les institutions européennes et les États membres à agir sans délai pour protéger, renforcer et garantir l'accès effectif à une éducation complète à la sexualité pour toutes et tous. **À travers 22 recommandations, le Planning familial appelle à :**

- Intégrer l'ECS dans la politique sociale européenne,
- Développer une meilleure compréhension des stratégies du mouvements d'opposition,
- Sécuriser des financements pérennes,

- Mettre en place un système d'alerte précoce sur l'état législatif de l'ECS et les attaques qui la ciblent.

L'éducation complète à la sexualité est devenue une cible parce qu'elle garantit l'accès à l'information, à l'autonomie et à l'égalité. S'y attaquer, c'est remettre en cause les droits fondamentaux et menacer la démocratie européenne. La protéger est notre responsabilité.

CONTACTS PRESSE

Sarah Durocher - sarah.durocher@planning-familial.org

Alice Ackermann - alice.ackermann@planning-familial.org